

Éducation aux droits humains pour les jeunes (HEY)

Éducation aux Médias et à l'Information

Du 2 au 29 mars 2026



Appel à candidatures

En partenariat avec :



HELSINKI INSTITUTE FOR
SOCIAL SCIENCES
AND HUMANITIES



Date limite de dépôt des candidatures : 22 février 2026 (23 h 59 UTC – heure de Lisbonne)

Formulaire de candidature en ligne : <https://forms.office.com/e/YNbs0BSV9Q>

La formation en ligne HEY sur l'Éducation aux Médias et à l'Information fait partie du programme *iLEGEND III : Intercultural Learning Exchange through Global Education, Networking and Dialogue* (2023-2026), programme conjoint de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe : cofinancé par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe et mis en œuvre par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. L'objectif général du projet est d'accroître l'engagement actif des citoyens (en particulier des jeunes) des États membres de l'UE, des pays candidats et des pays candidats potentiels dans la préservation du développement durable et la lutte contre les défis mondiaux et les inégalités aux niveaux local et mondial.

Co-funded
by the European Union



Co-funded and implemented
by the Council of Europe



Introduction

HEY (Human Rights Education for Youth) - Éducation aux droits de l'homme pour les jeunes - est un programme mis en œuvre par le Centre Nord-Sud (NSC) du Conseil de l'Europe, qui vise à renforcer les capacités des jeunes en matière de droits de l'homme grâce à une série de cours en ligne dispensés par des tuteurs sur des thèmes pertinents pour les jeunes en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. L'éducation aux droits de l'homme fait partie de l'ODD 4.7, qui vise à garantir que tous les apprenants acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable et contribuer, entre autres, à promouvoir une culture de la citoyenneté mondiale.

Le programme HEY est conçu pour renforcer les capacités des jeunes à agir en faveur des droits de l'homme, en améliorant leurs connaissances et leur compréhension des normes européennes et d'autres cadres juridiques internationaux pour la protection des droits de l'homme, tels que les traités, conventions, protocoles et chartes spécifiques des Nations unies, de la Ligue des États arabes et de l'Union africaine.

Mis en œuvre dans le cadre du projet iLEGEND III, ce cours de formation en ligne sur l'éducation aux médias et à l'information (EMI) a été développé par le NSC, en collaboration avec [l'Organisation internationale de la Francophonie \(OIF\)](#), [l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture \(UNESCO\)](#), [Helsinki Institute for Social Sciences and Humanities | University of Helsinki](#) et [European Youth Press](#). Le cours de formation vise à fournir aux jeunes - membres d'organisations de la société civile, jeunes journalistes et professionnels des médias - de nouvelles compétences et aptitudes en matière d'éducation mondiale, d'EMI et de droits de l'homme.

Justification de la formation

Les développements et les innovations dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont changé le monde dans lequel nous vivons, en rendant l'information, la communication et les connaissances plus mondialisées, et en élargissant l'influence des médias, considérés comme un facilitateur de connexion entre les personnes. L'essor des réseaux sociaux et de leurs dérivés a augmenté la quantité d'informations disponibles sur Internet, notamment en transformant les citoyens lambda en producteurs de contenu. En outre, les progrès rapides de l'intelligence artificielle et son omniprésence croissante modifient la manière dont chaque information est générée, présentée et interprétée. Les messages médiatiques ont un impact sur la dynamique humaine tant au niveau local que mondial, influençant les comportements économiques, l'analyse politique ainsi que les interactions interpersonnelles et le dialogue interculturel. Si, d'une part, les médias peuvent être utilisés comme un outil important dans les processus démocratiques, d'autre part, ils peuvent être un outil puissant pour diffuser des contenus préjudiciables, conduisant à la désinformation, aux discours de haine et aux violations des droits humains.

L'éducation aux médias et à l'information (EMI) doit être considérée comme un élément fondamental pour une vie consciente et responsable dans un monde extrêmement complexe. Une approche globale de l'éducation aux médias et à l'information permet aux citoyens de faire face à la complexité et à l'interdépendance dans le contexte mondial. L'EMI doit donc être intégrée comme un aspect central de l'éducation aux droits humains, car elle fournit un ensemble de compétences et d'aptitudes utiles tout au long de la vie qui permettent une prise de décision éclairée et des dynamiques interpersonnelles et interculturelles respectueuses.

Objectifs du cours

- Présenter les concepts et définitions clés liés à l'éducation aux médias et à l'information et leur contextualisation dans une dimension mondiale.
- Développer une compréhension critique des liens entre les droits humains et la sphère numérique, y compris la liberté d'expression, à travers le prisme des cadres juridiques mondiaux et régionaux.
- Analyser l'impact des nouvelles technologies sur le droit à la vie privée et à la non-discrimination en ligne.



4. Renforcer la résilience et la participation électronique des jeunes dans le contexte du désordre informationnel et des nouvelles technologies.

Contenu

- Approche de l'éducation mondiale ; Cadre de référence des compétences pour la culture démocratique du Conseil de l'Europe (RFCDC) ; EMI et dimension mondiale ; Empreinte numérique ; Crise de l'information ; Désinformation - Informations trompeuses ; Fausses informations.
- Introduction aux droits de l'homme ; les droits de l'homme dans la sphère numérique ; la liberté d'expression et ses limites en ligne ; les intermédiaires Internet et les normes en matière de liberté d'expression ; les mécanismes de protection.
- Introduction aux notions techniques de base : intelligence artificielle et algorithmes ; grandes technologies et désinformation ; biais de confirmation, exposition sélective et algorithmes de recherche ; cybercriminalité, cybersécurité et cyberviolence.
- Participation électronique et citoyenneté numérique ; Activisme civique influencé par la technologie ; Normes internationales sur les élections libres et équitables ; Surveillance et logiciels espions ; Actions de sensibilisation à la maîtrise des médias et de l'information ; Réseautage et suivi.

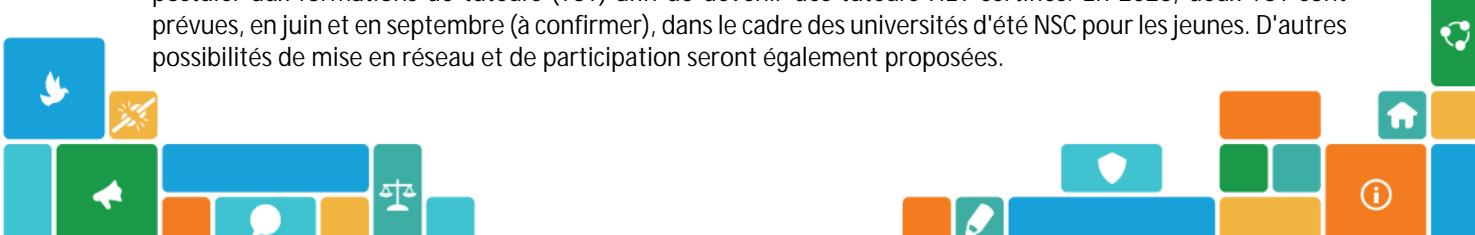
Méthodologie et méthodes de travail

Le cadre conceptuel et méthodologique du cours s'appuie sur le [programme HELP](#) et les [lignes directrices mondiales en matière d'éducation](#), systématisées par le Centre Nord-Sud. Le processus d'apprentissage des participants est axé sur le développement de compétences liées au thème principal du cours de formation : le [Cadre de référence des compétences pour la culture démocratique \(RFCDC\) du Conseil de l'Europe](#) constitue la principale référence en matière de compétences. Grâce à une approche d'apprentissage non formelle, des activités et des exercices collaboratifs et interactifs permettent aux participants de contribuer à leur propre processus d'apprentissage. La formation est entièrement en ligne, hébergée sur [la plateforme d'apprentissage en ligne du programme HEY](#), basée sur MOODLE WORKPLACE. Les méthodes de travail sont structurées en fonction des possibilités offertes par le système de gestion de l'apprentissage. Elles comprennent différents types d'activités et d'exercices qui répondent aux différents styles d'apprentissage des participants. Trois tuteurs accompagnent les participants pendant les quatre semaines de l'activité, en soutenant leur processus d'apprentissage, en fournissant des commentaires, en modérant les discussions, en apportant leur contribution et en encourageant la réflexion sur les principaux thèmes de la formation.

Le programme d'activités est structuré en 4 modules (un module par semaine). La charge de travail prévue est d'environ 30 heures au total. La formation est principalement asynchrone : cela signifie que chaque participant apprendra selon son propre calendrier et à son propre rythme en réalisant des activités et des exercices ; néanmoins, une certaine régularité est requise afin de suivre correctement le processus d'apprentissage du groupe de participants, en particulier lorsqu'une activité de groupe est prévue (lorsque les participants doivent s'organiser et planifier le travail de groupe à un moment qui convient à tous). Des sessions de tutorat synchronisées sont prévues uniquement pour faciliter les activités de groupe et, éventuellement, pour soutenir le processus d'apprentissage des participants et contribuer à la réalisation des résultats d'apprentissage attendus. À la fin de la formation, les participants obtiennent un certificat de participation.

Suivi

Seuls les participants qui auront suivi avec succès ce cours et/ou d'autres cours HEY auront la possibilité de postuler aux formations de tuteurs (ToT) afin de devenir des tuteurs HEY certifiés. En 2026, deux ToT sont prévues, en juin et en septembre (à confirmer), dans le cadre des universités d'été NSC pour les jeunes. D'autres possibilités de mise en réseau et de participation seront également proposées.



Profil des participants :

Jeunes actifs âgés de moins de 30 ans, issus des 46 États membres du Conseil de l'Europe (la priorité étant donnée aux [États membres du NSC](#)), ainsi que d'Afrique et du Moyen-Orient :

- Membres d'organisations de la société civile (c'est-à-dire membres de groupes informels, de mouvements populaires, de coalitions, d'organisations de jeunesse locales, nationales et régionales) ; animateurs de jeunesse travaillant dans le domaine de l'éducation aux médias et à l'information ; jeunes défenseurs des droits de l'homme actifs sur le terrain ; jeunes journalistes et professionnels des médias ; professionnels de l'éducation dans le secteur formel et non formel, tels que les enseignants, les formateurs, les éducateurs, les universitaires, etc.
- Jeunes professionnels (c'est-à-dire jeunes professionnels assumant des responsabilités en matière d'EMI dans le secteur privé ; jeunes politiciens et conseillers politiques ; militants des réseaux sociaux, hacktivistes et responsables de la communication ; experts/formateurs/enseignants en éducation aux médias).

Critères de sélection

100 participants seront sélectionnés pour cette activité (50 pour le cours en anglais, 50 pour celui en français), le contenu de la candidature servira de base à la procédure de sélection. La priorité sera donnée aux candidats actifs dans une OSC ou une organisation/plateforme/institution liée à la jeunesse, ayant le potentiel d'agir en tant que multiplicateurs. Les candidats doivent être capables de communiquer dans la langue de travail du cours qu'ils choisissent (anglais ou français).

Cette activité est ouverte aux jeunes des 46 États membres du Conseil de l'Europe (la priorité étant donnée aux [États membres du Centre Nord-Sud](#)), des pays d'Afrique et du Moyen-Orient. La sélection sera effectuée par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, qui veillera également à l'équilibre entre les sexes et à l'équilibre géographique. Le Conseil de l'Europe accueille favorablement les candidatures de toutes les personnes qui répondent au profil spécifique des activités, sans distinction de sexe, de handicap, de situation matrimoniale ou parentale, d'origine raciale, ethnique ou sociale, de couleur, de religion, de croyance ou d'orientation sexuelle.

Veuillez noter qu'en raison du nombre élevé de candidatures, seuls les candidats sélectionnés seront contactés. Les demandes individuelles et les questions complémentaires ne seront pas traitées, sauf si elles sont considérées comme une aide au processus de candidature. Les résultats de la sélection seront annoncés le 25 février 2026. Après la communication des résultats de la sélection, les participants sélectionnés devront confirmer leur participation au Centre Nord-Sud dans le délai imparti ; à défaut, ils seront remplacés par des candidats figurant sur la liste restreinte.

Coûts

L'activité est entièrement gratuite.

Comment postuler

Veuillez soumettre le formulaire [de candidature en ligne](#) avant le 22 février 2026 à 23h59 UTC (heure de Lisbonne).



Lorsque vous remplissez le formulaire, veuillez sélectionner la langue dans laquelle vous souhaitez suivre le cours (anglais ou français, en haut à droite de votre écran sur la première page du formulaire de candidature en ligne).

Pour plus d'informations

Secrétariat du NSC-CoE :

hey@coe.int

+351 21 358 4035

Pour plus d'informations sur le programme HEY, consultez la [page web](#) dédiée sur le site web du NSC.



Le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe

Instrument clé de la dimension extérieure du Conseil de l'Europe, le [Centre Nord-Sud](#) (NSC) sert de vecteur pour transmettre ses valeurs, ses normes et ses outils au-delà du continent européen par le biais du dialogue politique, du réseautage et de la mise en œuvre de projets de coopération. En tant qu'accord partiel élargi du Conseil de l'Europe, il rassemble plusieurs pays européens et africains afin d'échanger des idées et d'agir sur des questions communes. Fort d'une solide expertise de 34 ans dans les domaines de l'éducation mondiale, du dialogue interculturel et de la coopération dans le secteur de la jeunesse en Europe et au-delà, et doté d'un large mandat géographique axé sur le voisinage méridional et l'Afrique subsaharienne, le NSC, grâce à son approche institutionnalisée de « quadrilogue », engage des représentants de haut niveau des gouvernements, des parlements, des autorités locales et régionales, ainsi que de la société civile de différentes régions du monde à travailler ensemble sur des questions d'intérêt commun : le rôle de premier plan joué par la société civile, grâce à un réseau solide d'organisations de jeunesse, garantit une participation structurée, inclusive et durable avec un effet multiplicateur.

Afin de soutenir la mise en œuvre de la Déclaration de Reykjavik, la stratégie 2024-2027 du NSC renforce la dimension extérieure du Conseil de l'Europe afin de : renforcer l'impact de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe avec le sud de la Méditerranée en diffusant les valeurs et les normes du Conseil de l'Europe auprès des jeunes, pierre angulaire pour garantir la durabilité des réformes démocratiques ; développer davantage et progressivement la coopération avec les pays d'Afrique subsaharienne qui manifestent un intérêt pour les normes du Conseil de l'Europe ; servir de plateforme facilitant le dialogue entre l'Europe et d'autres régions du monde sur les priorités du Conseil de l'Europe.

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Créée le 20 mars 1970 à Niamey, l'[Organisation internationale de la Francophonie \(OIF\)](#) est une organisation intergouvernementale qui met en œuvre une coopération politique, éducative, économique et culturelle entre ses 90 États et gouvernements membres, au service des populations. L'OIF apporte un accompagnement dans l'élaboration ou la consolidation de leurs politiques publiques et mène des actions de politique internationale et de coopération multilatérale, fondées sur le partage d'expériences et de bonnes pratiques, la concertation, la solidarité et la collaboration inclusive avec de nombreux réseaux institutionnels, universitaires et de la société civile de l'espace francophone.

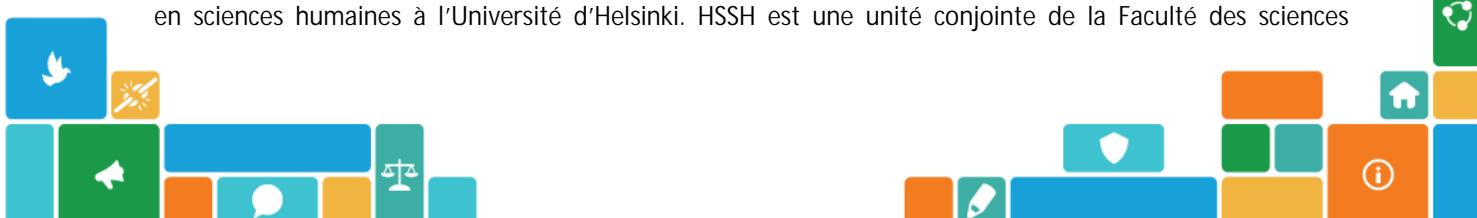
Son action s'articule autour de quatre grandes missions : promouvoir la langue française, le plurilinguisme et la diversité culturelle ; promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; appuyer l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur et la recherche ; et développer la coopération économique au service du développement durable. Une attention particulière est portée aux jeunes, aux femmes et au numérique.

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

L'[UNESCO](#) poursuit un programme stratégique dans tous les domaines de son mandat et à tous les niveaux d'action, pour non seulement s'adresser aux jeunes en tant que bénéficiaires mais aussi s'engager avec eux en tant qu'acteurs du changement, détenteurs de connaissances et partenaires. Grâce à une combinaison d'initiatives de renforcement des capacités, de plateformes participatives et de ressources éducatives innovantes, l'UNESCO renforce les compétences en matière de maîtrise des médias et de l'information, le leadership et l'engagement des jeunes afin de façonner un monde plus sûr, environnements numériques plus inclusifs et plus informés.

Helsinki Institute for Social Science and Humanities (HSSH)

[Helsinki Institute for Social Science and Humanities \(HSSH\)](#) est un pionnier dans la recherche à grande échelle en sciences humaines à l'Université d'Helsinki. HSSH est une unité conjointe de la Faculté des sciences



humaines, des sciences de l'éducation, du droit, de la théologie et des sciences sociales, ainsi que de l'École suédoise des sciences sociales (SSKH) et du Collège d'études avancées d'Helsinki (HCAS). HSSH promeut, coordonne et soutient la coopération de recherche multidisciplinaire en sciences sociales et humaines. Nous construisons une nouvelle culture de recherche interdisciplinaire qui crée les conditions pour de nouvelles ouvertures de recherche et promeut le renouvellement du contenu et de la méthodologie dans la recherche en sciences sociales et humaines.

European Youth Press (EYP)

[European Youth Press \(EYP\)](#) est un réseau européen d'organisations de jeunesse de médias qui s'efforcent de donner aux jeunes créateurs de médias les moyens de participer activement à la sphère publique grâce à un journalisme équitable, indépendant et responsable, contribuant ainsi à la démocratie, au développement international et à un avenir durable. Avec 41 organisations membres, plusieurs comités et une portée de plus de 60.000 jeunes journalistes à travers l'Europe, EYP est une organisation démocratique, sans but lucratif fondée et dirigée par de jeunes créateurs de médias. Elle soutient ses structures nationales par le développement et la coordination de projets à l'échelle européenne, en offrant des possibilités d'éducation, de formation et d'échanges internationaux, en favorisant la coopération et la compréhension culturelle, en promouvant l'éducation aux médias et les normes professionnelles, et plaider pour l'indépendance des médias, les droits de l'homme et un discours public inclusif et bien informé, tout en participant activement aux débats politiques sur l'éducation au journalisme et les médias à travers l'Europe et au-delà.

